

RENTRÉE SCOLAIRE 2024

Éducation / Orientation les Régions en action

28 août 2024

Contact presse

Violaine Hacke

Tel : 06 28 47 53 55

vhacke@regions-france.org

En cette rentrée scolaire 2024,
les Régions produisent un effort sans précédent
pour les lycéens et l'ensemble de la communauté
éducative.



Les Régions déploient leur action partout sur les territoires, en partenariat quotidien avec le ministère de l'Éducation nationale, dans les lycées d'enseignement général et technologique comme dans les lycées professionnels, et jusqu'au collège pour leurs dispositifs sur l'orientation.

Héritage des Jeux Olympiques et Paralympiques, aides au pouvoir d'achat des familles, entretien du bâti à la hauteur des défis climatiques et énergétiques, maîtrise de la carte des formations professionnelles, orientation choisie pour tous ou parcours pédagogique sur la liberté d'expression proposé en partenariat avec Charlie Hebdo : les actions innovantes et exemplaires présentées dans ce dossier témoignent de l'ambition éducative partagée par nos 18 Régions, en métropole comme en outre-mer.

Sur tous ces sujets les Régions, pôle de stabilité dans un contexte national incertain, ont des propositions à faire. Elles les développeront à l'occasion de leurs grands rendez-vous de cette rentrée : leur 20^e Congrès les 25 et 26 septembre à Strasbourg et leurs 3^e rencontres le 16 octobre à Marseille sur les enjeux de l'orientation tout au long de la vie.

Cette année nous avons aussi choisi de mettre un accent particulier sur l'enjeu de la restauration scolaire. Fin janvier 2025, les 1^{ères} rencontres inter-régions de la restauration organisées en Région Centre-Val de Loire montreront l'ambition commune des Régions au service d'une alimentation plus locale, de repas toujours plus sains et accessibles pour tous les jeunes. Le savoir-faire de leurs chefs cuisiniers sera valorisé par le premier concours national organisé pour l'occasion.

Plus que jamais les Régions sont au service de la réussite de tous nos jeunes.
Bonne rentrée à toutes et à tous !

Carole Delga

Présidente de Régions de France

François Bonneau

Président de la Commission
Éducation-Orientation-Formation-Emploi
de Régions de France

Sommaire

- 3 **Les politiques d'éducation des Régions en 10 indicateurs**
- 4 - 6 **Le rôle majeur des Régions sur la carte des formations professionnelles**
- 7 - 10 **Énergie-climat : les solutions des Régions**
- 11 - 13 **Pouvoir d'achat : les Régions agissent**
- 14 - 21 **Restauration : pour une alimentation accessible et durable**
- 22 - 30 **Orientation : un service public régional**
- 31 - 35 **Politiques éducatives : un partenariat avec Charlie Hebdo**
- 36 - 37 **Les JO en héritage**

LES POLITIQUES D'ÉDUCATION DES RÉGIONS EN 10 INDICATEURS



3 711

NOMBRE DE LYCÉES

Enseignement général / technologique / professionnel / EREA publics et privés sous contrat

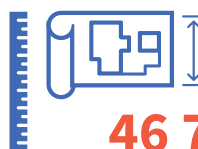
Source DEPP



2,25 M

NOMBRE DE LYCÉENS À LA RENTRÉE

Formations générales / technologiques / professionnelles
M : Millions Source DEPP



46 791 105 m²

SURFACE TOTALE DES LYCÉES

Régions métropolitaines

Source : Observatoire des politiques régionales



52 594

NOMBRE D'AGENTS* EN LYCÉES

Régions métropolitaines

* Adjoints Techniques Territoriaux des Établissements d'Enseignement (ATTEE) en équivalent temps plein (ETP)

Source : Observatoire des politiques régionales



8 Mds €

DÉPENSES TOTALES D'ENSEIGNEMENT

Mds € : Milliards d'euros

Source : budgets primitifs des 18 Régions



2,7 Mds €

MONTANT D'INVESTISSEMENT EN TRAVAUX DANS LES LYCÉES

Soit 1 200 € en moyenne par lycéen

Mds € : Milliards d'euros

Source : budgets primitifs des 18 Régions



749,8 M€

MONTANT CONSACRÉ AUX DÉPENSES ÉNERGIE

Crédits engagés par les 12 Régions de l'hexagone + La Réunion

Source : Observatoire des politiques régionales



1,048 Md

NOMBRE DE CONNEXIONS ANNUELLES AUX ENT*

*Espaces numériques de travail

12 Régions de l'Hexagone + La Réunion

Source : Observatoire des politiques régionales



27,6%

MOYENNE DES ACHATS DE PRODUITS LOCAUX DANS LA RESTAURATION SCOLAIRE

Source : Observatoire des politiques régionales



544

EFFECTIF DES RÉGIONS SUR LA COMPÉTENCE INFORMATION MÉTIERS

Source : Observatoire des politiques régionales



LE RÔLE MAJEUR DES RÉGIONS SUR LA CARTE DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES

La réforme du lycée professionnel est l'un des changements majeurs de cette rentrée 2024 dans le secondaire. C'est parce que la voie professionnelle prépare aux métiers d'avenir et ouvre aussi sur la poursuite d'études supérieures que les Régions prônent depuis toujours le maintien des deux voies de formation initiale professionnelle, la voie par alternance et la voie scolaire.

Les Régions, qui ont la compétence d'arrêter la carte des formations professionnelles initiales, n'ont eu de cesse de soutenir la voie scolaire depuis 2017, alors qu'elle était trop souvent délaissée par l'État, au profit de l'apprentissage.

Les Régions ont globalement soutenu la réforme de la voie professionnelle annoncée en mai 2023. Elles partagent son ambition : faire du lycée professionnel, université de proximité et des métiers, un vecteur d'ascension sociale y compris pour les plus fragiles, un choix d'avenir pour tous les jeunes.

En première ligne de cette réforme, les Régions restent très vigilantes dans leurs décisions sur la transformation de la carte des formations, son levier principal : les fermetures de sections décidées en application de [l'instruction interministérielle du 13 juillet 2023](#) doivent être progressives et toujours accompagnées d'ouvertures de même ampleur sur des métiers d'avenir et sur le même territoire.

C'est tout le sens de l'engagement des Régions pour cofinancer le renouvellement des plateaux techniques des lycées professionnels notamment avec France 2030.

Mais aujourd'hui plusieurs mesures continuent de les irriter :

- Le déploiement des bureaux des entreprises dans chaque lycée professionnel s'est fait sans concertation avec elles. Leur rôle fait doublon avec celui des Régions et ils interviennent sur la carte des formations professionnelles qui est leur compétence.

Les Régions sont les seules à pouvoir assurer efficacement l'interface entre l'Éducation nationale et les entreprises, dans le continuum de leurs compétences, de l'éducation au développement économique.

- La rénovation prévue de 50 diplômes en 2024 et 100 diplômes en 2025 place les Régions dans l'impossibilité financière et technique d'assurer l'évolution des plateaux techniques concernés.

Avant les élections législatives Nicole Belloubet a assuré à Régions de France avoir demandé aux recteurs d'engager une concertation avec les Régions autour du pilotage du financement et du rythme des travaux.

- Enfin les conventions État-Régions sur la mise en œuvre de la réforme ont été signées par les Régions Grand Est et Sud à l'automne 2023, mais le processus s'est interrompu en début d'année du fait de l'instabilité ministérielle. Les Régions souhaitent poursuivre ce travail de concertation avec l'État.



À moyen terme, la question reste posée d'une vraie réforme du lycée professionnel par un pilotage régional effectif des formations

La proposition du "Livre blanc des Régions" publié en mars 2022 de "confier à la Région la définition de la carte de l'ensemble des formations initiales de la voie professionnelle, y compris par l'apprentissage", est toujours sur la table.

Elle fera l'objet d'un atelier le 25 septembre de 11h à 12h30 au 20^e Congrès de Régions de France à Strasbourg. Les Régions ne sauront se contenter de promesses de traiter ces sujets plus tard. Elles attendent aujourd'hui des réponses précises de l'État.



BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

UNE CONSTRUCTION FINE, TOUT AU LONG DE L'ANNÉE, DE LA CARTE DES FORMATIONS



En Bourgogne-Franche-Comté comme dans les autres Régions, le travail conjoint et structuré Région-État s'inscrit dans la dynamique du Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP).

La cellule régionale de travail sur la carte des formations, prévue dans le CPRDFOP voté en 2023, se réunit tous les mois et regroupe la Région, les services de l'État (rectorats, DRAAF) et le CARIF-OREF. Elle est chargée de proposer une stratégie d'évolution de la carte des formations scolaires.

Des orientations formalisées et des visites conjointes Région-Académies

Une note de cadrage annuelle, cosignée par la présidente de Région et les autorités académiques, est adressée à tous les proviseurs. Une réunion co-animée permet la présentation des secteurs considérés comme prioritaires et celle des modalités techniques d'évolution de la carte.

En complément, sur certains secteurs (mobilités en 2023, bâtiment en 2024), des visites conjointes Région-Délégation de région académique à la formation professionnelle initiale et continue (DRAFPIC) sont organisées dans les lycées. Elles permettent aux services de la Région et de l'État de tracer les lignes directrices, et au proviseur de présenter sa stratégie d'évolution de la carte et de ses projets.

Ces visites initient un échange qui favorise ensuite les éventuels changements ou colorations. Il est ainsi possible d'impulser par la rencontre une dynamique d'évolution. Cette démarche est très bien vécue par les proviseurs et utile pour les échanges ultérieurs avec leurs équipes enseignantes.

Une méthode qui rend les lycées initiateurs des propositions d'évolution

La méthode permet de phaser l'instruction de manière à laisser l'initiative aux territoires et à approfondir les projets les plus adaptés aux orientations régionales et aux moyens disponibles.

Une phase 1 permet aux établissements de déposer une courte note d'intention. L'instruction conjointe permet d'en écarter certains et de concentrer l'analyse sur les autres (107 dossiers reçus à l'été 2024). Une phase 2 permet au proviseur de présenter son projet devant une commission. S'il est validé, il est ensuite proposé au vote de l'assemblée plénière. Par exception, certaines "colorations" sont mises en œuvre dès la rentrée. Il est notable que la dynamique du CPRDFOP invite à une approche davantage pluriannuelle des évolutions de la carte.

En parallèle à cette démarche, une concertation est mise en place sur les formations "à interroger", pour lesquelles une rencontre est organisée. Cette concertation est par ailleurs partagée lors de points d'étape présentés à l'exécutif régional.

CONTACT PRESSE

Marie Souverbie - 06 74 97 43 18
marie.souverbie@bourgognefranchecomte.fr



PAYS DE LA LOIRE

LA RÉGION DÉFEND AVEC FIERTÉ LA FORMATION PROFESSIONNELLE



Pour préserver la diversité des parcours et redonner ses lettres de noblesse à la filière professionnelle, la Région des

Pays de la Loire multiplie les actions afin de resserrer les liens avec le monde économique et d'ajuster l'offre de formation aux besoins des entreprises et aux métiers de demain.

À l'automne 2023, Christelle Morançais, présidente de la Région, a rencontré les chefs d'établissements et les acteurs de la formation professionnelle avec pour objectifs de dresser un état des lieux, de valoriser ces filières qui fonctionnent et de faciliter l'insertion des jeunes dans le monde du travail.

Des actions concrètes ont émergé pour cette rentrée 2024

- **Création de 20 nouvelles formations dans des secteurs qui recrutent** comme l'hôtellerie, l'industrie, l'agroalimentaire, le service à la personne, le transport, le bâtiment et la maroquinerie.
- **Soutien aux formations vers les métiers d'avenir**, comme la rénovation énergétique des bâtiments, les énergies renouvelables ou le numérique.
- **Proposer des plateaux techniques performants et motivants** : 12,9 M€ investis pour l'amélioration de plateaux techniques dans les lycées professionnels.

- **Soutien au développement de l'initiative "Les écoles des réseaux pour la transition énergétique"** portée par des entreprises de la filière des réseaux électriques, comme Enedis, et qui s'inscrit dans le projet régional de campus des énergies durables.

- **Valorisation de l'excellence de la formation professionnelle à travers la "Résidence Pro-Villa Médicis"** : 200 élèves en bac pro issus de 12 établissements volontaires des Pays de la Loire y participeront et se rendront à la Villa Médicis à Rome en mai 2025 pour y présenter leurs projets.

- **Soutien à la participation d'apprentis à la 48^e compétition internationale des Worldskills, en septembre 2024.** Ce concours est également un maillon important de la promotion des compétences techniques et manuelles des jeunes. En 2023, à l'occasion de la finale nationale, 38 médailles ont été remportées par des élèves de formations professionnelles issus des Pays de la Loire.

CONTACT PRESSE

Sophie Ferger - 07 72 21 16 97
sophie.ferger@paysdelaloire.fr



Dans un contexte d'inflation soutenue, les surcoûts énergétiques pèsent toujours très lourdement sur les finances des lycées et des Régions.

Depuis 2022 les Régions ont pris à leur charge l'augmentation du gaz et de l'électricité. Toutes les Régions ont versé des dotations exceptionnelles aux lycées publics en 2023-2024 pour les aider à faire face à l'inflation. Les mesures d'économie d'énergie prises conjointement avec les communautés éducatives ont aussi contribué à passer la période critique de 2022-2023.

Mais les établissements ont également puisé dans leurs fonds de roulement qui arrivent à un niveau limite dans certaines régions (30 jours en lycée général et technologique et lycée professionnels, 60 jours en lycée agricole).

Les prévisions 2024 sont relativement optimistes quant à l'évolution des prix des énergies, avec un prix prévisionnel stable sur le gaz et en baisse sur l'électricité. Alors que se préparent les budgets 2025, la plupart des Régions prévoient de maintenir la dotation générale de fonctionnement des lycées au niveau de 2024.

Mais la Contribution au Service Public de l'Électricité (CSPE) qui est aussi acquittée par les collectivités territoriales est passée de 1 €/MWh à 21 €/MWh cette année, retrouvant un niveau plus proche de celui d'avant la crise énergétique. De plus, le gouvernement Attal prévoyait une nouvelle augmentation en février 2025, portant le tarif de la CSPE à 32 €/MWh.

L'impact de l'augmentation de cette taxe se monte à plusieurs millions d'euros pour chaque Région : une question posée par Régions de France au gouvernement en cette rentrée.

L'enjeu de l'adaptation climatique

À moyen-long terme, l'enjeu reste celui de l'adaptation au changement climatique.

Face à l'urgence climatique, les Régions consacrent une part très importante de leurs investissements à la transition écologique des quelque 46 millions de mètres carrés dont elles ont la charge.

Les lycées neufs inaugurés en cette rentrée sont des exemples en matière de construction environnementale. Les investissements lourds pour la rénovation énergétique des bâtiments, les contrats de performance énergétiques ou la renaturation des espaces contribuent fortement à la planification écologique lancée à l'échelle du pays.

Les démarches d'éducation au développement durable comme celle lancée par la Région Occitanie proposent aussi des outils concrets pour mobiliser les lycéens autour de cette question essentielle.





BRETAGNE PLAN SOLAIRE RÉGIONAL : DÉJÀ 25 000 M² DE PANNEAUX POSÉS OU EN COURS D'INSTALLATION



En décembre 2023, la Région Bretagne a adopté son plan solaire régional assorti d'une enveloppe de 40 M€ pour déployer des installations photovoltaïques dans ses lycées, principalement en toiture. L'objectif, à fin 2027, est la production de 15 GWh d'électricité couvrant environ 1/3 de la consommation en électricité des établissements concernés.



© Thomas Crabot - Région Bretagne

Ce déploiement concerne, selon leurs potentiels, 70% des 116 lycées publics bretons, soit environ 1 600 bâtiments. Pour ce faire, un cadre opérationnel a été posé et un certain nombre de règles définies : priorité est donnée aux toitures afin de préserver au sol les espaces naturels désimperméabilisés. Autre exigence de la Région : la production en autoconsommation.

En amont ont bien sûr été identifiés des sites prioritaires sur la base de différents critères : gisement théorique, analyse des ensoleillements, capacité structurelle des toitures, état des installations électriques...

A ce jour, une première phase de déploiement a été lancée dans 50 lycées, représentant près de 25 000 m² de panneaux déjà posés ou en cours d'installation, pour un investissement régional de 15 M€ et une production à venir de plus de 6 GWh.

Bien-manger, économies d'énergie et d'eau : inciter les lycées à être plus performants

En décembre 2023, la Région a adopté de nouveaux principes concernant la dotation globale de fonctionnement qu'elle verse chaque année aux lycées bretons. Elle a souhaité y intégrer un critère de performance lié aux objectifs que la collectivité s'est fixée en matière de bien manger, de consommation d'eau et d'énergies.

La Région propose donc cette année d'allouer aux lycées une incitation financière d'environ 900 000€, une subvention "performance" qui sera versée en novembre 2024 aux établissements ayant atteint les objectifs fixés par la collectivité pour, d'une part, réduire leurs consommations de fluides, et d'autre part, améliorer la qualité des produits alimentaires achetés puis cuisinés au self. Pour y parvenir, les services de la Région sont à pied d'œuvre pour accompagner les équipes, in situ.

Côté énergies, la Région s'engage à couvrir 100% des dépenses des lycées, y compris celles liées aux services de restauration et d'hébergement. Un engagement qui reste subordonné à l'effort de maîtrise des consommations conforme à la trajectoire fixée par la loi.

Côté restauration, la qualité des repas servis suppose un accompagnement fort des lycées par la Région, non seulement en termes financiers mais aussi sur le plan technique en matière d'achats des denrées, de déploiement d'outils de pilotage et d'équipements ainsi que de formation des personnels.

CONTACT PRESSE

odile.bruley@bretagne.bzh

CENTRE - VAL DE LOIRE LA RENATURATION DES COURS DE LYCÉES : UNE DES RÉPONSES À L'ADAPTATION CLIMATIQUE



Dans le cadre de sa réponse à l'urgence climatique et à l'adaptation aux changements climatiques, la Région Centre-Val de Loire a lancé fin 2021 un projet de renaturation des cours de lycées sous l'appellation "Natur'O Lycées". Ces opérations consistent à créer des micro-forêts, îlots de fraîcheur, à réintroduire de la biodiversité dans les aménagements extérieurs et à désimperméabiliser les sols là où c'est possible pour faciliter l'infiltration des eaux de pluie.

Les projets sont réalisés de façon participative en associant les élèves et l'ensemble de la communauté éducative dès l'amont : lors des phases de diagnostic fonctionnel d'usage cartographié, puis lors des études de maîtrise d'œuvre conduites par des architectes paysagistes et enfin lors des phases opérationnelles de plantations.

De plus, cette démarche participative permet souvent d'aboutir à des solutions innovantes pour repenser, autour de ces "objets" que sont les îlots de fraîcheur, une approche systémique embrassant plusieurs leviers de l'adaptation au changement cli-

matique (création d'un amphithéâtre de verdure au lycée Jean Lurçat de Fleury-les-Aubrais pour développer la "classe dehors" ; raccordement des eaux de pluie du restaurant scolaire du lycée Camille Claudel de Blois à une mare créée pour l'occasion afin d'en favoriser l'infiltration dans les nappes phréatiques,...). "Natur'O Lycées" au-delà des opérations techniques, est donc un réel projet éducatif pensé pour et par les usagers.

Une expérimentation sur 8 lycées a été conduite en 2022-2023 et, à ce jour, 25 établissements sont entrés dans le dispositif. L'objectif est d'atteindre 50 établissements d'ici fin 2028 pour un budget de 5 M€. La Région Centre-Val de Loire bénéficie de l'accompagnement financier des Agences de l'Eau et du FEDER.

Une instrumentation au niveau des cours et des micro-forêts est enfin réalisée pour mesurer l'impact des îlots de fraîcheur sur les températures ambiantes.

CONTACT PRESSE

Kim Hamisultane

kim.hamisultane@centrevaleloire.fr





OCCITANIE

LES LYCÉENS S'ENGAGENT POUR LE CLIMAT



La Région Occitanie porte des ambitions fortes en termes d'engagement des jeunes, notamment en réponse aux enjeux climatiques et de biodiversité. Parmi les mesures du Plan Régional Jeunesse Occitanie adopté en mars 2023, plusieurs sont consacrées au développement durable dont une qui vise à sensibiliser les lycéens aux enjeux environnementaux en lien avec les éco-délégués dans le cadre d'une rentrée climat et diversité en lien avec le Plan "Noé" (Nature en Occitanie). Une action unique en France dans sa démarche.

En partenariat étroit avec les autorités académiques, cette mesure a fait l'objet d'une large concertation avec les lycéens éco-délégués ou éco-responsables, les équipes éducatives, administratives et les agents régionaux des lycées. Elle s'est organisée en 5 grandes étapes avec la volonté d'accompagner les lycéens à répondre à la question **"Comment pourriez-vous, dans votre rôle d'éco-délégué ou éco-responsable, créer une ou des actions dans votre lycée afin de susciter l'envie de s'engager à vos côtés ?"** :

1. Journée de lancement : à travers une rentrée climat organisée le 21 septembre 2023 au lycée Lucie Aubrac de Sommières (30) ;

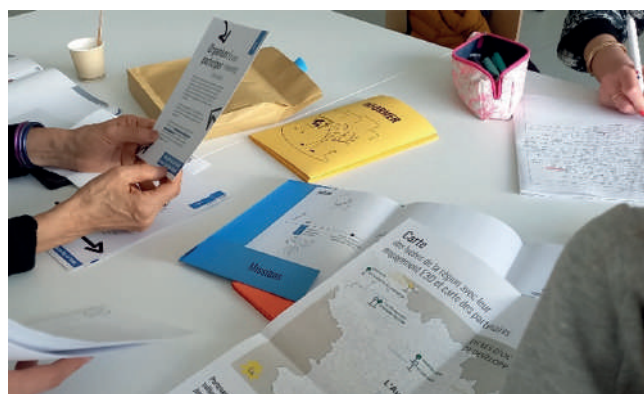
2. Sprint créatif les 15 et 16 janvier 2024 au lycée Paul Mathou de Gourdan-Polignan (31), en présence des éco-délégués, enseignants et personnels du lycée ainsi que l'ensemble des partenaires État et Région ;



3. Journées tests les 12, 13 et 26 mars en vue d'éprouver les outils co-construits lors des deux 1^{ères} étapes : 4 lycées "testeurs" relevant de l'Éducation Nationale et une journée de rencontre régionale des éco-responsables des lycées agricoles à Castelnaudary (11) ;

4. Validation des outils le 15 mai au lycée Ernest Ferroul de Lézignan-Corbières (11), en présence de l'ensemble des partenaires.

5. Transmission aux établissements, à compter de la rentrée 2024-25 du KitéO, le kit des éco-délégués et écoresponsables des lycées d'Occitanie composé de différents supports organisés en 3 pochettes : Informer, Agir et Valoriser.



L'objectif est de proposer des outils concrets pour mobiliser les élèves autour de la question du développement durable, susciter l'envie de devenir éco-délégué ou éco-responsable, aider à la réalisation d'actions au sein des établissements et essayer in fine une dynamique globale sur le territoire. Ce déploiement s'accompagnera de l'organisation de deux manifestations sur Toulouse et Montpellier.

Nombreuses sont les actions menées en complément, parmi lesquelles figure la structuration d'une commission "développement durable/mobilités" du nouveau Conseil Régional des Jeunes, installé en novembre 2023 et composé de 60 membres de 15 à 29 ans représentant une diversité de parcours et de territoires.



CONTACT PRESSE

service.presse@laregion.fr



À l'heure où tout augmente, la rentrée est synonyme de dépenses supplémentaires pour les jeunes et leur famille. Afin de les accompagner et de leur faciliter l'accès au savoir et à la formation, les Régions agissent concrètement pour leur pouvoir d'achat.

Par leurs politiques éducatives, les Régions prennent en charge une partie de la facture de la rentrée au lycée. Ainsi, toutes les Régions fournissent les ordinateurs fixes dans les lycées et la moitié d'entre elles offrent des portables gratuits aux lycéens. 100% des Régions fournissent gratuitement leur premier équipement aux lycéens professionnels.

Depuis 20 ans les Régions financent les manuels numériques et/ou papier, autant de dépenses en moins pour les familles. Chaque année, elles doivent renouveler une partie des manuels suite aux réformes décidées par le ministère.

En cette rentrée 2024 entrent en vigueur les nouveaux programmes d'enseignement moral et civique en seconde ou la réorganisation de l'année de terminale au lycée professionnel... En revanche, le report à 2025 de l'application des nouveaux programmes annoncés dans le plan "choc des savoirs" a entraîné celui de la labellisation des manuels.

Les services de restauration ou d'hébergement sont autant de leviers utilisés par les Régions pour aider les familles et particulièrement celles qui en ont le plus besoin. 7 Régions appliquent la tarification sociale dans leurs restaurants scolaires. Les autres financent des aides pour les familles en difficulté via leur fonds social lycéen.

Globalement elles prennent en charge 60% du prix du repas. Alors que le coût moyen d'un repas à la cantine dépasse les 10 €, le tarif cible facturé aux familles se situe autour de 4 €. La Réunion va jusqu'au repas à 1 € pour le lycée. Les tarifs sont même globalement stables malgré l'inflation : seules 4 Régions ont voté une augmentation modérée de 1 à 3% pour cette rentrée.

Enfin, les Régions proposent aux jeunes des cartes intégrant une diversité de services et de prestations : réductions pour la culture, les sports, les loisirs, les transports ou encore la santé, avec des applications mobiles intégrant les mêmes services.

À l'image des Hauts-de-France avec la carte Génération #HDF, ces services peuvent aussi aider les étudiants et les apprentis.





HAUTS-DE-FRANCE LA RÉGION AGIT POUR LE POUVOIR D'ACHAT DES JEUNES ET DE LEURS FAMILLES



La Région Hauts-de-France souhaite alléger la part que représentent les achats de la rentrée, pour les jeunes et leur famille en proposant la carte Génération #HDF. Cette carte permet aux lycéens et aux apprentis de bénéficier d'aides pour acquérir des manuels scolaires, des fournitures scolaires ou des équipements professionnels liés à leur scolarité.

Avec la carte Génération #HDF, les lycéens en filière générale, technologique ou professionnelle, bénéficient d'une aide de 100 € la 1^{ère} année, puis 55 € les suivantes.

Les apprentis, en 1^{ère} année de contrat d'apprentissage, bénéficient quant à eux d'une aide de 200 €.

L'aide complémentaire à la scolarité

Les familles rencontrant des difficultés peuvent solliciter une aide auprès de l'établissement dans lequel leur enfant est scolarisé au titre du **fonds social lycéen et du fonds social des cantines**. Il est aussi possible de demander à bénéficier de **l'aide complémentaire à la scolarité pour les dépenses liées à la restauration, l'hébergement, le transport, l'acquisition des manuels scolaires et l'équipement professionnel** ou faire face à une situation exceptionnelle. Pour l'année scolaire 2023/2024, ce sont 1 468 jeunes aidés pour un montant total de 525 815 €.

Des aides pour les étudiants

Soucieuse d'améliorer la qualité de vie et les conditions d'étude des jeunes, la Région propose une aide à la restauration : 100 repas gratuits par année universitaire dans une structure de restauration du CROUS ou de restauration agréée pour les étudiants de l'enseignement supérieur ou en formation sanitaire et sociale bénéficiant d'une bourse.

La bourse Mermoz, aide financière jusqu'à 400 € par mois, a pour objet de favoriser les stages en entreprise, les séjours d'études et les séjours de recherche

à l'international afin d'améliorer la professionnalisation, les capacités linguistiques et culturelles des étudiants et l'immersion dans un environnement international.

Les étudiants suivant l'une des formations sanitaires et sociales dispensées dans un établissement de formation de la Région peuvent bénéficier d'une bourse sur critères sociaux, ainsi que d'aides dites d'urgence pour faire face à des difficultés financières ponctuelles et dans ce cas financer tout ou partie de leur formation.

CONTACT PRESSE

Peggy Collette - El Hamdi

03 74 27 48 38 - 06 75 93 38 28

peggy.collette@hautsdefrance.fr



© Philippe Dapvrit



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

LA RÉGION EXPÉRIMENTE LE PORT DE L'UNIFORME DANS LES LYCÉES



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

La Région Auvergne-Rhône-Alpes s'est portée volontaire sur le

port de l'uniforme à l'école à la suite des annonces du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

Les uniformes des lycéens de la Région sont entièrement élaborés en Auvergne-Rhône-Alpes.

La Région dispose d'une filière textile aux savoir-faire de premier plan. Cette fabrication en France permettra ainsi de conforter la renaissance industrielle de cette filière et participera à la relocalisation d'emplois sur le territoire. Le tout, en limitant les émissions de CO2 liées aux importations en provenance d'Asie du Sud-Est.

Le trousseau de tenues comportera trois polos et deux pulls pour chaque élève. Ils porteront également le signe ou blason de leur établissement scolaire. Et ce, pour un coût total de 224 € HT par an et par élève.

La Région a souhaité que la mise en place de cet uniforme se fasse sans aucun coût supplémentaire pour les familles. **Elle financera donc la tenue des élèves dans les lycées volontaires pour participer à cette expérimentation pour un montant d'1 million d'euros.**



© Région Auvergne-Rhône-Alpes

Pour avoir un retour précis et le plus pertinent possible de cette expérimentation, la Région a souhaité cibler différents types de lycées avec une répartition entre urbain et rural, entre privé et public, entre enseignement général et professionnel.



© Région Auvergne-Rhône-Alpes

Une première liste de quatre lycées a été identifiée en consultant les chefs d'établissements, les rectorats, les responsables de l'enseignement privé. La Région est désormais en ordre de marche pour lancer cette expérimentation à la rentrée 2024.

CONTACT PRESSE

04 26 73 48 20

Service presse Auvergne-Rhône-Alpes



La restauration collective est une politique majeure des Régions.

Les quelque 190 millions de repas servis chaque année dans les cantines des lycées sont pour nos jeunes la garantie d'avoir au moins une fois par jour accès à une alimentation équilibrée et de qualité. Leur conception et service mobilisent très fortement les personnels des Régions. En promouvant une alimentation de qualité, bio et locale, les Régions agissent au quotidien en faveur des exploitants agricoles et de la souveraineté alimentaire.

Au croisement de leurs compétences éducatives, agricoles et de transition écologique, les Régions ont engagé des politiques ambitieuses en matière de restauration collective.

Des actions aux objectifs précis

- **Favoriser les approvisionnements en denrées alimentaires durables** : les Régions gèrent des centrales d'achat, soutiennent les groupements de commandes des lycées, mettent en relation acheteurs et producteurs par des plateformes virtuelles ou logistiques destinées à mutualiser les approvisionnements locaux.
- **Lutter contre le gaspillage alimentaire** par des pesées des biodéchets, l'acquisition d'équipements, la formation du personnel ou la sensibilisation des élèves.
- **Agir sur la nutrition et le lien alimentation-santé**, avec les menus végétariens, les guides de recettes ou le financement de matériels de cuisson lente.

En 2023-2024, une étude confiée par Régions de France au cabinet Soliance a permis d'évaluer les politiques que chaque Région se fixe dans ce domaine (objectifs EGalim et objectifs propres), les difficultés rencontrées et les mesures emblématiques, les bonnes pratiques qui ont été développées dans les territoires.

Fin janvier 2025 un grand événement organisé par Régions de France et la Région Centre-Val de Loire permettra de valoriser cet élan collectif, autour du premier concours national des chefs cuisiniers.

Les pages suivantes vous présentent des actions exemplaires des Régions.





BRETAGNE BREIZH ACHATS : UNE CENTRALE RÉGIONALE POUR LE BIEN-MANGER AU COLLÈGE ET AU LYCÉE



La Région et les 4 départements bretons (Côtes d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine et Morbihan) ont œuvré pour aboutir à la création de Breizh Achats, centrale régionale qui va permettre à 325 collèges et lycées de s'approvisionner en denrées alimentaires de qualité, auprès de producteurs locaux. L'enjeu des 5 collectivités fondatrices est de mutualiser leurs achats pour offrir aux équipes de restauration un choix élargi de produits frais, de saison et de proximité, qui leur permettent de bien nourrir leurs jeunes convives. Autre priorité, celle de faciliter l'accès des producteurs locaux à ces marchés publics et de soutenir ainsi l'agriculture bretonne.

Jusqu'ici, collèges et lycées géraient directement leurs achats ou s'appuyaient sur les 5 groupements de commande existant sur le territoire régional. Une organisation qui limitait, faute de temps et de moyens, la recherche de fournisseurs locaux capables de répondre, en quantité et avec régularité, aux demandes en approvisionnements des établissements. Breizh Achats leur permettra d'accéder à un vaste panel de produits de qualité, conformes aux exigences combinées des lois Egalim et Climat & résilience. Le déploiement, progressif, se fera sur 3 ans : la plate-forme a lancé ses premiers appels d'offre en juillet pour des achats mutualisés de viandes fraîches et charcuteries à partir de 2025.

Le coût de fonctionnement de Breizh Achats est estimé à 350 000 € par an et 4 agents sont chargés de sa mise en œuvre. Après la phase de création financée par la Région en 2024 et 2025, ce coût sera partagé entre les membres fondateurs à partir de 2026 et avec les établissements adhérents, en 2027. Les 209 collèges et 116 lycées bretons seront associés aux stratégies et choix des produits mais resteront libres d'opérer leurs propres achats en matière de produits de la mer, boulangerie, fruits et légumes frais.

Cette création marque une nouvelle étape dans le plan d'actions de la Région Bretagne en faveur du bien-manger dans les lycées, lancé en 2019. Depuis 5 ans, la collectivité s'est engagée à promouvoir une alimentation de qualité auprès de ses agents de restauration qui servent chaque année près de 9 millions de repas. Malgré l'inflation et la hausse des coûts des denrées, la grille tarifaire au self, fixée par la Région en 2022, a été maintenue en 2023 et 2024.



La Région prend en charge en moyenne 65% du coût de revient des repas (frais de personnels, travaux, équipements, dépenses d'énergie et d'eau). Le soutien aux équipes a été maintenu et les efforts réalisés en cuisine ont porté leurs fruits : il y avait au 2^e trimestre 2024, dans les assiettes des lycéens, 33,3% de produits sous label dont 21,2% de bio !

CONTACT PRESSE
presse@bretagne.bzh

CENTRE - VAL DE LOIRE

LA QUALITÉ ACCESSIBLE AU PLUS GRAND NOMBRE



Les repas pris au lycée représentent une part importante de l'alimentation des jeunes, parfois même plus que celle des repas pris au domicile. Les achats de denrées dans les 95 lycées de la Région Centre-Val de Loire s'élèvent aujourd'hui à près de 20 millions d'euros.

S'attacher à améliorer la qualité des plats proposés et la rendre accessible à tous est donc une priorité dont les impacts sur la santé, le bien-être (et par là-même la réussite), l'économie et l'environnement sont immenses.



© Thomas Crabot - Région Bretagne

Atteindre les objectifs en termes de produits de qualité et contribuer au développement territorial agricole, agro-alimentaire et artisanal par l'achat public responsable, c'est ce que la Région porte en partenariat avec d'autres collectivités et les établissements pour la mise en place de groupements de commandes efficaces.

Accompagner et former les femmes et les hommes qui, au quotidien, préparent les repas, est un levier fort pour faire progresser la qualité de l'assiette.

La reconnaissance de l'engagement passe par la valorisation des équipes : la Région a choisi de labelliser les établissements Bio Engagés ayant dépassé 22% d'achats de produits biologiques. A la fin de l'année, 11 lycées auront obtenu ce label. Cette volonté affirmée maintient une dynamique sur l'ensemble du territoire, dans les lycées et dans les exploitations agricoles.

Cette qualité doit rester accessible : la Région Centre-Val de Loire s'est engagée dans la mise en place d'une Tarification Sociale du service de restauration et d'hébergement.

Trois lycées l'ont expérimentée avec succès entre septembre 2023 et juillet 2024 ce qui a permis d'initier le déploiement sur l'ensemble du territoire : en septembre 2024 une trentaine de lycées adoptera ce système, suivi d'une autre trentaine en janvier 2025, pour une mise en place dans tous les lycées publics du territoire en septembre 2025.

Il s'agit d'affecter à chaque lycéen un tarif dont le montant dépend des revenus et de la composition du foyer. Quatre tranches ont été déterminées, avec un prix du repas allant de 3,30 € à 5 €. La Région prend en charge entre 50 et 70% du coût total du repas.

Un portail unique, "Mon Resto & Co", a été développé afin de faciliter les démarches des familles, pour l'inscription à la Tarification Sociale et bientôt pour la réservation des repas.

CONTACT PRESSE

Kim Hamisultane

kim.hamisultane@centrevaldeloire.fr



ÎLE-DE-FRANCE CRÉATION D'APPROV'HALLES, LA PLATEFORME D'APPROVISIONNEMENT DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DE L'EST FRANCILIEN



Dans le cadre de sa politique pour une restauration scolaire durable, la Région Île-de-France et le Département de la Seine-et-Marne, ont créé Approv'Halles, une plateforme d'approvisionnement de la restauration scolaire qui sera mise en service à la rentrée 2024.

Le siège de cette société publique locale (SPL) est installé à Provins (77) d'où elle est chargée d'organiser la collecte de produits laitiers fermiers, fruits et légumes et volailles auprès de producteurs franciliens : **une initiative novatrice ancrée dans son territoire.**

Pour ses 2 actionnaires, la plateforme Approv'Halles met en œuvre la collecte, la transformation et le conditionnement de produits agricoles locaux, notamment biologiques, en vue de dynamiser les filières agricoles franciliennes, mais aussi de contribuer au développement économique local par la diversification et la promotion des circuits courts. En assurant l'approvisionnement des restaurants scolaires des

collèges de Seine-et-Marne et des lycées des départements de Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, pour un total de plus de 15 millions de repas par an, ce projet accompagnera également l'éducation des jeunes publics à une alimentation locale et de qualité.

Pour mettre en œuvre ce changement de pratique majeur dans les restaurants scolaires des lycées publics de l'académie de Créteil, la Région Île-de-France déploie des outils et formations aux nouvelles modalités de commande des denrées et de préparation des repas à destination des chefs de cuisine, mais aussi des temps de concertation avec les secrétaires généraux des établissements. Pour garantir une transition fluide vers ce nouveau mode d'approvisionnement local au 1^{er} janvier 2025, la Région a renforcé ses équipes chargées d'accompagner les lycées de l'est francilien.

CONTACT PRESSE

servicepresse@iledefrance.fr



NORMANDIE QUALITÉ ET PROXIMITÉ AU MENU DES RESTAURANTS DES LYCÉES NORMANDS !



La Région Normandie assure la restauration des lycéens pour l'ensemble de la Normandie. Chaque jour, 86 000 repas sont servis dans les cantines des lycées normands, soit 13 millions de repas par an.

Grâce au plan "je mange normand dans mon lycée", 51% des denrées alimentaires servies dans les cantines des lycées sont aujourd'hui normandes.

Initié par la Région Normandie en 2017, ce plan a pour ambition de valoriser l'agriculture normande, de soutenir les filières de proximité et de sensibiliser l'ensemble des acteurs de la restauration scolaire aux enjeux d'une alimentation de qualité et locale.

En 2018, seuls 16% des lycées atteignaient la barre des 50% de produits normands dans leurs menus de restauration contre plus de 60% des établissements dépassant ce seuil sur l'année scolaire 2022-2023.

La Région Normandie entend poursuivre et renforcer ses efforts sur l'année scolaire 2024-2025 pour poursuivre la dynamique engagée : organisation de rencontres d'affaires pour identifier de nouveaux produits locaux, création d'une cartographie des fournisseurs, aide à la rédaction des marchés publics...

La chambre régionale d'agriculture, le CIVAM (Centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural) et Bio en Normandie accompagnent individuellement les lycées pour intégrer certains critères qui favorisent les produits locaux.

Une option végétarienne quotidienne

D'autres actions se déploient sur les enjeux nutrition santé comme l'aide à l'élaboration de menus par une diététicienne, la formation du personnel de restauration, la mise en place de signalétique dans les réfectoires sur l'origine des produits, les aliments gras et sucrés, les équivalents nutritionnels des produits. Une option végétarienne est, par ailleurs, proposée quotidiennement sur l'ensemble des lycées publics normands.

La Région mise également sur l'évènementiel pour sensibiliser habitants et professionnels de l'agriculture et de la restauration scolaire : semaine du manger bio et local, semaine des produits normands...

Dans le même temps, l'évolution des formats des repas se poursuit avec le développement des selfs participatifs, permettant de réduire le gaspillage alimentaire de 30% et de repositionner les agents de restauration sur une mission d'éducation alimentaire avec moins de pénibilité.

L'essor des salades bar, qui concerne désormais 85% des établissements et des repas à emporter, permet aussi de répondre à une demande croissante des jeunes, de réduire dans certains cas les files d'attente tout en améliorant la qualité nutritionnelle de ces menus.

Des expérimentations porteuses d'innovation seront reconduites comme les repas sans contenant à l'occasion de la journée mondiale de l'eau ou encore une plateforme logistique des circuits courts.

CONTACT PRESSE

Charlotte Chanteloup - 06 42 08 11 68
charlotte.chanteloup@normandie.fr



PAYS DE LA LOIRE

LA RÉGION MISE SUR LE “FAIT MAISON” ET LA QUALITÉ DANS LES CANTINES



La qualité de la restauration scolaire est une priorité pour la Région des Pays de la Loire, qui se mobilise pour proposer

des menus bons et durables aux élèves de ses 116 lycées publics. Au-delà des quotas imposés par la loi Egalim, la Région investit en équipements et en formations pour accompagner ses chefs, encourager les menus “faits-maison”, les approvisionnements en produits locaux, et pour garantir des espaces agréables pour les élèves.

Sur les 110 services de restauration dans les lycées publics des Pays de la Loire, 108 produisent les repas sur site. **En 2024, la Région renforce ses actions en faveur d'une restauration de qualité :**

- **Investissement massif pour améliorer les espaces de restauration :** 12,25 M€ sont mobilisés en 2024 pour la rénovation, l'agrandissement et l'équipement des services de restauration.
- **200 K€ d'achats d'équipements par an** pour accompagner la relocalisation des approvisionnements, le fait maison, le libre-service des convives et la lutte contre le gaspillage alimentaire.
- **Accélération des achats de produits locaux grâce à un outil pour faciliter l'achat de produits régionaux : Approlocal.fr.**

Mise en place en 2021 en partenariat avec la Chambre régionale d'agriculture, Approlocal.fr propose des denrées de qualité 100% produites et transformées localement (120 fournisseurs).

- **Accompagnement renforcé des 5 conseillers restauration régionaux** sur sites pour aider les équipes et proposer des formations ciblées et des ateliers de cuisine créative.

- **Augmentation du nombre d'heures de formation et d'ateliers thématiques à destination des équipes de restauration :** rencontres avec les producteurs locaux, utilisation du logiciel de gestion d'approvisionnement (EASILYS), objectifs Egalim, sensibilisation à la lutte contre le gaspillage...

- **Programmation d'événements** avec les services de restauration pour accompagner et inspirer les chefs.

CONTACT PRESSE

Sophie Ferger - 07 72 21 16 97
sophie.ferger@paysdelaloire.fr

LA RÉUNION

LA RESTAURATION VECTEUR DE RÉUSSITE



REGION REUNION

La restauration scolaire étant une compétence forte de la Région La Réunion, elle a souhaité, dans le

cadre de sa politique en faveur de la jeunesse, en faire un vecteur de réussite éducative, à travers deux dispositifs emblématiques :

- **Le dispositif du repas à 1 €**
- **Le petit déjeuner gratuit pour les élèves transportés**

Le repas à 1€ pour l'égalité des chances

Manger au restaurant du lycée, c'est la garantie pour les élèves d'avoir accès à un repas complet, équilibré, varié et fractionné en ration qui aide à leur persévérance et performance scolaires, notamment pour les cours dispensés l'après-midi.

Afin d'apporter des aliments de qualité aux élèves et d'assurer l'équilibre des comptes des cuisines, la Région a revalorisé le prix de vente des cuisines satellites régionales à 4,35 € en tenant compte des prix réels constatés.

Sur cette base, la Région prend en charge 3,35 € et les familles payent 1 €/repas.

Le petit déjeuner pour les élèves transportés, facteur de persévérance scolaire

De nombreux lycéens à La Réunion sont transportés sur de longues distances tous les jours et arrivent au lycée avant 7h. De ce fait, beaucoup d'entre eux ne prennent pas de petit-déjeuner avant de quitter leur domicile et se tournent vers l'offre des commerces aux alentours pour se restaurer le matin.

Ces offres favorisent la consommation de produits trop gras et sucrés, qui participent à l'aggravation des problèmes de surpoids, d'obésité et de diabète chez les jeunes.

Aussi, la Région envisage-t-elle pour la prochaine année scolaire la mise en place d'un petit-déjeuner gratuit pour ces lycéens dans les lycées volontaires.

L'objectif du projet est de favoriser les capacités d'apprentissage des jeunes en leur faisant bénéficier du premier repas de la journée, essentiel pour la persévérance scolaire.

En effet, le petit-déjeuner est le repas le plus important de la journée. Sa qualité conditionne celle du travail effectué en termes de concentration notamment.

CONTACT PRESSE

Tatiana Cuvelier

tatiana.cuvelier@cr-reunion.fr



RÉGION SUD LA RÉGION S'ENGAGE POUR UNE RESTAURATION SCOLAIRE DURABLE ET DE QUALITÉ



La Région Sud sert plus de 10 millions de repas par an dans ses 173 lycées.

Soucieuse de proposer des repas sains et équilibrés, la Région a mis en place une stratégie globale axée sur plusieurs domaines clés :

- **éducation alimentaire** : encourager la participation des élèves à l'élaboration des menus, organiser des ateliers de nutrition et des cours de cuisine,
- **réduction du gaspillage alimentaire** : mettre en œuvre des solutions d'intelligence artificielle dans 15 lycées pour suivre le gaspillage alimentaire, former les éco-ambassadeurs vers une mission d'ambassadeurs du tri via des webinaires, sensibiliser les élèves en animant des escape game "Zéro déchets", et promouvoir le compostage,
- **approvisionnement local** : augmenter l'utilisation de produits locaux et renforcer les liens avec les producteurs locaux,
- **harmonisation des coûts** : mettre en place un prix de repas standardisé pour garantir la qualité et l'accessibilité,
- **achat centralisé** : rationaliser le processus d'approvisionnement des lycées afin d'améliorer la qualité, de réduire les coûts et de soutenir les producteurs locaux,
- **développement du personnel** : attirer et fidéliser du personnel de cuisine qualifié grâce à des programmes de recrutement et de formation ciblés.

La Région a également mené de vastes consultations avec les parties prenantes, notamment les élèves, les parents et le personnel, afin d'élaborer cette stratégie. Les principales initiatives comprennent :

- **Sommets régionaux de la restauration** : réunir les parties prenantes pour discuter des défis et des opportunités.
- **Enquêtes auprès du personnel** : recueillir les commentaires du personnel de cuisine pour éclairer la prise de décision.
- **Partenariats** : collaborer avec des organisations et des producteurs locaux pour améliorer la qualité et la durabilité des aliments.

En accordant la priorité à l'éducation alimentaire, à la réduction du gaspillage, au soutien des producteurs locaux et à l'investissement dans son personnel, la Région Sud s'efforce de mettre en place un programme de restauration scolaire plus durable et plus nutritif.

CONTACT PRESSE

servicedepresse@maregionsud.fr



© Pierre-Emmanuel Trigo



La loi du 5 septembre 2018 a confié aux Régions une mission complémentaire à celle de l'État en matière d'information métiers auprès des publics en formation initiale. Cette loi a également transféré aux Régions la responsabilité pleine et entière de l'élaboration de la documentation sur les enseignements et les professions (transfert des missions des DRONISEP accompagné d'une compensation financière inscrite dans la loi de finances).

Depuis lors, toutes les Régions ont pris à bras le corps cette nouvelle compétence, avec des dispositifs innovants, disponibles partout :

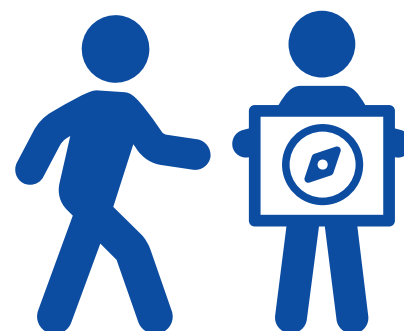
- Solutions pour une orientation de proximité, adaptée à la diversité des territoires (exemple des Orientibus).
- Solutions pour découvrir les métiers et choisir sa formation en toute connaissance de cause (exemples : les réseaux d'ambassadeurs métiers, les services "échanger avec un pro").
- Des solutions pour élargir ses horizons et les parcours possibles, sortir des stéréotypes et des déterminismes sociaux (exemple : les casques 360°)
- Plateformes d'orientation en ligne et reliées à Parcoursup
- Plateformes de stages dans 9 Régions

Cette année 2024-2025 poursuivra la dynamique à l'œuvre dans toutes les Régions avec notamment :

- La généralisation de la découverte des métiers au collège, mise en œuvre depuis la rentrée dernière avec le concours des Régions et dont "77% des élèves de 5^e et la quasi-totalité des élèves de 4^e et 3^e ont bénéficié", selon le ministère.

La convention-cadre État-Régions signée le 18 octobre 2023 par Carole Delga et François Bonneau avec Gabriel Attal et Carole Grandjean est déclinée dans les 18 Régions par des chartes d'engagements proposées aux représentants du monde économique et professionnel. Ceux-ci s'engagent sur les objectifs et les principes de la convention-cadre, à l'image des conventions signées début juillet par Régions de France avec le ministère et les réseaux consulaires (CCI et CMA).

- La reconduction du stage de seconde, avec les plateformes régionales pour faciliter la recherche de stages
- Les finales de la 47^e compétition mondiale des métiers WorldSkills Lyon 2024 du 10 au 15 septembre. Cet événement réunira 1500 talents venus de 65 pays et mettra en lumière l'excellence et la diversité des compétences à travers le monde. Une occasion unique de découvrir les 62 métiers en compétition avec des professionnels passionnés. Nous serons tous derrière l'équipe de France issue des sélections organisées par les Régions !



3^e Rencontre Inter-Régions sur l'orientation

Le 16 octobre prochain à Marseille, la Région Sud accueillera la 3^e Rencontre Inter-Régions sur l'orientation. Pour leur journée annuelle les Régions ont souhaité échanger avec leurs partenaires sur les 10 ans du Service public régional

de l'orientation (SPRO). Une étude confiée par Régions de France au cabinet Olecio permettra de dresser le bilan et les perspectives de ce service public essentiel pour l'orientation choisie, tout au long de la vie.



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

LA RÉGION ENCOURAGE LES VOCATIONS SCIENTIFIQUES CHEZ LES LYCÉENNES



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

*En tant que première
Région industrielle et
d'innovation de France,*

les besoins en ingénieurs et en techniciens sont immenses en Auvergne-Rhône-Alpes, notamment dans les secteurs stratégiques de demain tels que le numérique et l'intelligence artificielle.

Dans le cadre du plan régional de formation des ingénieurs et des techniciens, Auvergne-Rhône-Alpes s'est fixé comme objectif d'augmenter de 25% d'ici 2028 le nombre de nouveaux ingénieurs et techniciens ; de renforcer le maillage des formations régionales en lien avec les entreprises et les territoires ; d'attirer et de conserver les talents et de promouvoir les métiers techniques et scientifiques.

Si la parité est dépassée au sein de la population étudiante, ce n'est pas la même situation dans les formations scientifiques et techniques.

Les filles ne représentent que 30% des effectifs en CPGE (classe préparatoire aux grandes écoles) scientifiques et 29% dans les écoles d'ingénieurs.



© V. Arbelet

Cette désaffection se ressent dès le lycée où les choix d'orientation sont clairement différenciés entre les filles et les garçons : **un tiers des élèves des filières scientifiques et techniques sont des filles** et 37% des filles candidates au baccalauréat envisagent de s'orienter vers des filières scientifiques.

Face à ce constat, la Région s'engage à valoriser les métiers scientifiques et techniques chez les jeunes, notamment chez les filles via un plan d'actions et une politique offensive de promotion de la culture scientifique, technique et scientifique.



© Région Auvergne-Rhône-Alpes

Pour relever ces défis, la Région va intensifier ses actions en coordination avec les 12 centres de culture scientifique, technique et industrielle qu'elle soutient, permettant aux publics féminins (collèges et lycées) de découvrir les métiers et carrières scientifiques, techniques et industrielles via des ateliers ou des journées dédiées à des visites de laboratoires ou d'entreprises, des rencontres avec des femmes chercheuses ou cadres d'entreprises et des expositions mettant en lumière des femmes scientifiques.

Par la mise en place de ces mesures, la Région espère sensibiliser davantage les filles à cette filière ; financer des projets pédagogiques et valoriser la culture scientifique dans son ensemble, afin de faire évoluer les mentalités et agir sur l'orientation.

CONTACT PRESSE

04 26 73 48 20

Service presse Auvergne-Rhône-Alpes

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

UNE RECHERCHE DE STAGES FACILITÉE GRÂCE À UNE PLATEFORME INTERCONNECTÉE



La recherche de stages peut être une tâche ardue jalonnée de nombreuses questions : où trouver des offres ? comment postuler ? quelles sont les entreprises qui recrutent ?

Une plateforme interactive pour faciliter la recherche de stages

La Région Bourgogne-Franche-Comté, avec l'appui de Myfuture, a lancé en septembre 2023 une plateforme numérique permettant à tous les publics de trouver un stage. La rentrée 2024 doit inscrire durablement cet outil dans le paysage régional de l'information sur les métiers.

De la 3^e à l'insertion professionnelle : des stages pour toutes et tous

Conçue tout à la fois pour les collégiens, les lycéens, les étudiants, les demandeurs d'emploi et les personnes en reconversion professionnelle, la plateforme régionale offre une solution complète, du stage d'observation en classe de 3^e à la période de mise en situation en milieu professionnel. Après un an de fonctionnement, 4 452 personnes se sont inscrites sur la plateforme, dont la moitié de lycéens.

Diversifier les offres pour ouvrir les champs des possibles et favoriser l'égalité des chances

Pas moins de 5 000 offres sont proposées sur l'ensemble du territoire régional. Elles sont par ailleurs représentatives du tissu économique de la Bourgogne-Franche-Comté, et peuvent être triées en fonction de la localisation et des intérêts professionnels de chacune ou chacun.

Interconnexion

Des interconnexions ont été réalisées avec les plateformes "Immersion facilitée" et "1 jeune / 1 solution", et des partenariats ont été construits avec les acteurs régionaux. Objectif : faire de la plateforme régionale l'entrée unique de toutes les recherches de stages en Bourgogne-Franche-Comté.

Des ressources pour faciliter la recherche de stages

De nombreux contenus pédagogiques sont proposés, avec des formats variés, pour aider à la rédaction de son CV, de sa lettre de motivation ou pour préparer un entretien.

Un suivi continu permettant aux stagiaires de bénéficier d'une immersion de qualité

Un réseau d'entreprises est animé par Myfuture pour proposer des immersions de qualité. La plateforme assure également que chaque candidature obtienne une réponse dans les 15 jours ouvrés après l'envoi.



© E. Baills

Vous êtes en recherche de stage en Bourgogne-Franche-Comté ?

Rendez-vous sur stages.bourgognefranchecomte.fr et créez un compte gratuit en quelques clics.

CONTACT PRESSE

Marie Souverbie - 06 74 97 43 18
marie.souverbie@bourgognefranchecomte.fr



GRAND EST

UNE NOUVELLE CHARTE D'ENGAGEMENT POUR LA DÉCOUVERTE DES MÉTIERS



La Région Grand Est franchit une nouvelle étape pour mieux informer les collégiens sur les métiers et les formations. La nouvelle charte d'engagement, élaborée en collaboration avec les autorités académiques et l'Etat, vise à organiser et coordonner l'intervention de l'ensemble des acteurs agissant en faveur de la découverte des métiers pour les collégiens, et notamment les représentants du monde économique et professionnel.

Ses principaux engagements

- La Région Grand Est verra son rôle renforcé dans l'organisation des actions dédiées à l'information sur les métiers et les formations, notamment dans les collèges. Elle structurera, coordonnera, animera et mettra en avant les différentes initiatives et ressources disponibles, en suivant une feuille de route annuelle élaborée avec le Rectorat.

- Le Rectorat, en collaboration avec les Directions des Services Départementaux de l'Éducation Nationale, facilitera l'accès des collégiens à des contenus pédagogiques adaptés, en particulier la boîte à outils [Orient'Est](#) et [le réseau des ambassadeurs](#) de la Région.



© Philippe Gisselbrecht - Région Grand Est

- Les autres acteurs de l'État (DRAAF, DREETS), des collectivités territoriales (Départements volontaires), du champ de l'information et de la formation (les associations agréées), du monde économique (les branches, les chambres consulaires, les Opc) sont invités à participer à ce projet pour une meilleure structuration, coopération et déploiement des activités de découverte des métiers dans les collèges.



© Philippe Gisselbrecht - Région Grand Est

Avec cette charte, la Région Grand Est et ses partenaires s'engagent à offrir aux collégiens des outils et des ressources pour mieux comprendre le monde professionnel et faire des choix éclairés pour leur avenir.

CONTACT PRESSE

Sandra Rupp-Lang - 06 49 77 96 55
presse@grandest.fr

HAUTS-DE-FRANCE PROCH'ORIENTATION : INFORMER LES JEUNES SUR LES MÉTIERS ET LES FORMATIONS



Depuis cinq ans, la Mission Proch'Orientation informe les collégiens, lycéens, apprentis, étudiants, des Hauts-de-France, et leurs familles sur les métiers et formations, avec :

- Un réseau de 2100 ambassadeurs des métiers et des formations, professionnels en activité, jeunes en formations, ou encore retraités, témoignant en classe, lors de forums, salons, webinaires, ou lors d'actions proposées aux établissements scolaires : près de 299 000 bénéficiaires à ce jour.
- Le site prochorientation.fr, qui propose des fiches et des articles de décryptage des formations, de présentation des métiers en tension.
- La série “Les Rendez-vous du mardi”, webinaires avec interventions d'ambassadeurs et/ou des jeunes en formation.
- Des guides réalisés en fonction du calendrier de l'orientation : guide des études post-bac, “Que faire après la 3^e”, “Que faire après la 3^e SEGPA”...

Une convention de stage de découverte des métiers permet aux élèves d'effectuer des stages durant les vacances scolaires (près de 3800 stages terminés à ce jour).

Proch'Orientation propose aux lycées et aux CFA un appel à projets pour une orientation choisie et une trajectoire réussie vers l'emploi, afin de soutenir les initiatives en lien avec la lutte contre les stéréotypes de genres, toute forme de discrimination dans les choix d'orientation, le décrochage scolaire, en faveur de l'insertion professionnelle.

La Mission Proch'Orientation finance et organise avec de nombreux partenaires deux concours :

- les sélections régionales de la compétition des métiers Worldskills ;
- la déclinaison régionale du concours national “Je filme le métier qui me plaît”, qui propose aux jeunes de créer un film de 3 minutes sur un métier de leur choix.

La Mission Proch'Orientation cartographie les solutions de remédiation proposées sur le territoire pour accompagner les jeunes de 16 à 29 ans en situation de décrochage. L'enjeu : faciliter l'accès à l'information, favoriser la coordination entre les acteurs de la réinsertion et participer à la structuration du secteur.

CONTACT PRESSE

Peggy Collette-El Hamdi

03 74 27 48 38 - 06 75 93 38 28

peggy.collette@hautsdefrance.fr



© Dominique Bokalo



MAYOTTE LES PLATEFORMES NUMÉRIQUES : ESPACES D'ORIENTATION ET D'INCLUSION NUMÉRIQUE



Pour lutter contre les problèmes d'échec scolaire, de mobilité, de fracture numérique, favoriser l'insertion des publics très éloignés de l'emploi et rendre l'information sur les formations et les métiers accessible en tout point du territoire, le Conseil Départemental de Mayotte s'appuie sur le CARIF OREF à travers la Cité des métiers pour l'implantation de plateformes numériques sur tout le territoire.

Depuis 2018, les plateformes numériques sont des véritables lieux d'information et d'accompagnement à l'orientation. Elles donnent accès à une large documentation papier et numérique sur les formations et les métiers disponibles.

De même, un bus numérique équipé de casques de réalité virtuelle, de tablettes et d'un écran interactif sillonne les lieux les plus reculés pour présenter les métiers et formations existants auprès de divers publics (scolaire, demandeurs d'emplois dans les forums, salariés, etc).



L'activité 2023 des plateformes numériques en quelques chiffres :

- 83 ateliers et forums organisés par la Cité des métiers et ses partenaires (dont 39 avec le bus itinérant numérique)
- 40 827 personnes accueillies et accompagnées.

Également lieu de rencontre entre l'école et l'entreprise, les plateformes numériques favorisent l'éveil de nouvelles vocations pour les jeunes avec l'organisation d'ateliers mettant en avant des professionnels de différents domaines comme la robotique, l'aéronautique, les métiers et secteurs d'activité en tension, etc.

CONTACT PRESSE
dir.com@cg976.fr

NORMANDIE LE STAGE DE SECONDE POUR FACILITER LA MISE EN RELATION DES JEUNES LYCÉENS AVEC LE MONDE DE L'ENTREPRISE



La Région Normandie entend jouer un rôle clef dans l'orientation des jeunes normands en facilitant leur rapprochement avec le monde de l'entreprise.

Afin de permettre aux 22 000 lycéens de seconde générale et technologique de Normandie de bénéficier d'une immersion dans le monde de l'entreprise, la Région Normandie au travers son [Agence Régionale de l'Orientation et des Métiers](#) a expérimenté cette année l'opération « Stage de seconde » en lien avec les acteurs du territoire (entreprises, MEDEF, OPCO, Branches, Filières, collectivités territoriales et établissements scolaires...).

Ces actions seront reconduites sur l'année scolaire 2024-2025.

La plateforme régionale “Destination Métier”

Pour cette opération “Stage de seconde”, la Région a pu s'appuyer sur la plateforme numérique “[Destination Métier](#)” développée par l'Agence Régionale de l'Orientation et des Métiers de Normandie.

Avec 1164 entreprises normandes engagées, ce service permet non seulement aux collégiens, lycéens, et étudiants de s'informer sur les métiers et les formations mais aussi de trouver des stages en entreprises.

“Destination stage” : des événements dédiés à la mise en relation entre les entreprises et les stagiaires

Au travers du Salon Régional de l'Orientation et des Métiers ou bien de l'événement itinérant “Les Métiers en Tournée”, l'Agence Régionale de l'Orientation et des Métiers de Normandie a proposé un format de “stage dating”.

L'objectif était d'aider les jeunes à trouver un stage de découverte mais aussi d'avoir des conseils en matière de soft skills par les entreprises du territoire.

Des stages multisites pour faciliter l'accueil des lycéens pour les entreprises

L'un des enjeux pour la Région Normandie était de mobiliser les entreprises sur une période déjà chargée en termes d'accueil de stagiaires. Afin de faire adhérer les entreprises à l'idée de recevoir de jeunes lycéens, il a été proposé de mutualiser les offres de stage sur plusieurs entreprises pour une même période et de créer des parcours de groupes.

Les “stages connectés” : une solution pour des lycéens sans stage !

L'Agence Régionale de l'Orientation et des Métiers de Normandie a mis en place une programmation de webinaires et de visites d'entreprises pour permettre à des lycéens n'ayant pas trouvé de stage d'aller à la rencontre de professionnels du territoire.

CONTACT PRESSE

Charlotte Chanteloup - 06 42 08 11 68
charlotte.chanteloup@normandie.fr



NOUVELLE-AQUITAINE L'ORIENTATION TIENT LE CAP !



L'année scolaire 2023-2024 est marquée par l'aboutissement de chantiers visant à bâtir une "communauté de l'Orientation" dans le cadre du SPRO :

- l'acte II de la labellisation Talents et Territoires de Nouvelle Aquitaine, pour doter les Campus des Métiers et des Qualifications œuvrant sur des filières stratégiques d'une gouvernance ouverte sur le monde économique avec des moyens régionaux spécifiques,
- la labellisation des premiers "tiers de confiance", porteurs d'une information sur les métiers au plus près des territoires dans les établissements scolaires,
- le premier Salon des professionnels de l'orientation "SoPro", qui a permis l'émergence de réflexions communes, d'échanger sur les pratiques professionnelles de l'orientation et la définition d'un programme de travail sur la durée.

2024-2025 permettra l'amplification de cette dynamique, avec :

- Les 48^{èmes} finales régionales des Olympiades des métiers/compétition des métiers Worldskills, aujourd'hui plus grand salon régional de démonstration métiers (70 épreuves, 405 candidats, 30 000 m², 50 000 visiteurs attendus),
- La mise en œuvre de la généralisation de l'information métiers en collège, lancée par la signature d'une charte régionale avec les partenaires (État, Région, réseaux consulaires et Organisations Professionnelles) et outillée par une plateforme unique d'interventions en collèges développée par l'agence Cap métiers Nouvelle Aquitaine,
- L'édition d'un guide unique des formations par Académie, combinant une présentation pour les jeunes et leurs familles des sujets couverts par l'orientation à la liste exhaustive des formations auxquelles ils peuvent accéder.



CONTACT PRESSE

Rachid Belhadj - 05 57 57 02 75
presse@nouvelle-aquitaine.fr



GUYANE

UN PARCOURS INNOVANT POUR STIMULER L'EMPLOI ET L'ORIENTATION



Le projet de la Collectivité territoriale de Guyane en matière d'orientation et de formation, vers l'insertion professionnelle, repose sur l'innovation territoriale, avec une approche partenariale pour créer des parcours d'orientation et de formation adaptés aux besoins locaux.

Offrant un parcours tout au long de la vie, en collaboration avec les acteurs de l'Animation, de l'Information de l'Orientation et de l'Accompagnement (AIOA), le déploiement du Service public régional de l'orientation place l'offre de services au centre des priorités que sont :

- le maillage du territoire,
- le développement économique de proximité
- la formation et l'insertion par l'économique
- la lutte contre les exclusions.



Les acteurs du SPRO ont tous pris la pleine mesure de l'importance de promouvoir l'orientation dès le plus jeune âge, afin de mieux préparer les jeunes à leurs choix futurs, de leur fournir des outils et des connaissances pour explorer diverses possibilités

de carrière, et de les aider à développer les compétences nécessaires pour réussir dans un monde en constante évolution.

Pour appuyer sa politique en matière d'orientation, la CTG mène des actions de communication et de mise en relation majeures, à l'instar du Salon des formations et des métiers du social et du paramédical, qu'elle a mis en œuvre sur le Centre (Cayenne) et l'Ouest (St Laurent du Maroni) du territoire, en fin d'année 2023. Cet événement, qui s'adressait à un large public, dès la classe de 4^e, avait pour objectif de sensibiliser aux métiers et formations dans ces domaines d'activités, en tension sur le territoire. Des opérations similaires ont vocation à être réitérées régulièrement, afin d'étendre la visibilité sur une plus large diversité de métiers et de formations.

Chiffres clés

- 2 manifestations :
800 visiteurs/salon
- 37 partenaires/exposants
- 5 espaces : métiers, formation, conseil individuel et orientation, ateliers préparations aux entretiens, job et stage dating
- 3 tables rondes
- Près de 300 offres de stages et emploi

CONTACT PRESSE

cynthiaana.greenne-sewgobind@ctguyane.fr



POLITIQUES ÉDUCATIVES : UN PARTENARIAT AVEC CHARLIE HEBDO

La compétence éducative des Régions va bien au-delà de leur responsabilité historique sur le bâti scolaire. Elles multiplient les actions éducatives en soutien aux besoins des lycées, avec notamment comme priorité le travail de mémoire.

En cette année 2024-2025, les Présidents de Région ont répondu favorablement à l'invitation de Charlie Hebdo pour la commémoration des 10 ans de l'attentat du 7 janvier 2015 à Paris.

L'HUMOUR DE CHARLIE

**EXPOSITION
2024 • 2025**

Dans un contexte national et régional marqué par les atteintes aux valeurs de la laïcité et du vivre ensemble, les Régions entendent agir concrètement. Elles proposent aux lycéens d'aujourd'hui, qui avaient entre 4 et 8 ans au moment de l'attentat de 2015, un parcours éducatif dédié à la liberté d'expression, avec l'accord des autorités académiques.

Le parcours prendra la forme d'une exposition de dessins intitulée "L'humour de Charlie" destinée à tourner dans les lycées durant cette année scolaire 2024-2025. Cette exposition fait découvrir des dessins de styles variés, de toutes les époques, pour sensibiliser les plus jeunes à cet humour. Ces dessins d'humour noir, d'humour absurde, pas forcément politiques et d'une dimension intemporelle, privilégient le plaisir des yeux et éveillent le spectateur au second degré et à l'esprit satirique auxquels ont toujours été attachés les dessinateurs de Charlie Hebdo.

5 Régions, Centre-Val de Loire, Grand Est, Île-de-France, Occitanie et Pays de la Loire ont souhaité aller plus loin en proposant à leurs lycées des appels à projets pédagogiques en partenariat avec Charlie Hebdo et son association "Dessinez, Créez, Liberté".





ÎLE-DE-FRANCE

DIX ANS DE L'ATTENTAT DE CHARLIE HEBDO : LA RÉGION SE MOBILISE



En préparation des dix ans de l'attentat du 7 janvier 2015, le journal Charlie Hebdo a sollicité l'ensemble des Régions de France pour soutenir une action de commémoration à destination des lycéens qui avaient 5 à 8 ans lors de l'événement.

Ainsi, l'association "Dessinez, Créez, Liberté", créée par le journal à la suite de l'attentat et déjà soutenue par la Région Île-de-France pour l'éducation aux dessins de presse et aux valeurs de la République, a demandé à la Région Île-de-France son soutien pour un projet ambitieux.

Ce projet, intitulé "Ces dessins qui ont fait la République", consiste à exposer, au sein de l'ensemble des lycées de la Région Île-de-France, le commentaire de caricatures historiques ayant contribué à l'installation du système républicain et démocratique.

Cette exposition répond ainsi à une nécessité de faire mémoire, de replacer les dessins de presse dans une continuité historique et d'aborder les différentes valeurs de la République.

Afin de promouvoir la liberté d'expression, l'association proposera à l'ensemble des lycéens de prendre le crayon par un appel de dessins sous un thème dévoilé dans les mois à venir.

La Région Île-de-France fait de l'éducation aux médias et aux valeurs de la République un axe majeur de ses politiques éducatives dans les lycées. Ainsi, la Région Île-de-France a été fortement intéressée par ce projet proposé par Charlie Hebdo et l'association "Dessinez, Créez, Liberté".

CONTACT PRESSE

servicepresse@iledefrance.fr

Dessinez
Créez
Liberté

GRAND EST TRAVAIL MÉMORIEL : AUSCHWITZ, LA MÉMOIRE DE LA SHOAH



La Région Grand Est favorise l'épanouissement des jeunes grâce à des actions

fortes menées en matière d'animation dans les établissements scolaires, pour faire des lycéens et des apprentis des citoyens de demain.

En axant notamment ses priorités sur le travail de mémoire, la Région contribue activement à la sensibilisation des jeunes à leur histoire.

L'objectif : donner aux jeunes les moyens de décrypter l'information et de développer une pensée critique, basée sur des valeurs humanistes dans le respect de la démocratie.

La Région a décidé de contribuer à cette transmission, par le témoignage des déportés et la présence de jeunes, au cœur de ce qui fut un camp de la mort. Le partenariat de longue date avec le Mémorial de la Shoah a prouvé, par la qualité de son action et son impact sur les jeunes, la nécessité de poursuivre ce travail auprès de nos lycéens.

Dans un contexte national et régional marqué par la remise en cause des valeurs de la laïcité et du vivre ensemble, la Région souhaite fixer une ambition éducative à la hauteur des enjeux.

À partir de la rentrée 2024-2025, la Région double le nombre d'élèves bénéficiaires de ce programme, soit désormais 600 lycéens de Première et de Terminale de l'enseignement public et privé sous contrat.

Depuis 2007, ce partenariat a permis à près de 3 000 lycéens du territoire d'effectuer un déplacement à Auschwitz et de prendre part au devoir de mémoire en réalisant des projets pédagogiques de qualité tout au long de l'année scolaire.

CONTACT PRESSE

Sandra Rupp-Lang - 06 49 77 96 55
presse@grandest.fr



© Stadler - Région Grand Est



NOUVELLE-AQUITAINE

LE CONSEIL RÉGIONAL DES JEUNES A CLÔTURÉ SA PREMIÈRE PROMOTION



La Région Nouvelle-Aquitaine a créé une instance participative de la jeunesse en octobre 2022 avec les objectifs suivants.

- Permettre aux jeunes de s'exercer à la citoyenneté, tout en les rapprochant de l'institution régionale.
- Faire participer les jeunes à la construction de politiques publiques régionales.
- Favoriser l'engagement, la responsabilisation et l'autonomie des jeunes, tout en leur permettant de développer des compétences.

108 jeunes de 15 à 29 ans, à parité filles/garçons, représentant toute la diversité de la jeunesse de la Région (lycéens, étudiants et apprentis, actifs, issus de tous les territoires) ont été désignés pour en faire partie dans un objectif de représentativité et d'inclusion.

Réunis 3 fois par an en séance plénière, à Bordeaux, Limoges et Poitiers, et plus souvent sur un format territorial plus réduit, ou en visio, ils ont pu travailler dans des domaines aussi variés que l'environnement, la lutte contre les discriminations, l'éducation, l'économie sociale et solidaire, les transports, la culture et le travail de mémoire, ou l'ouverture européenne.

Parmi leurs réalisations phares, leur projet sur les mobilités durables, qui leur a permis, après une enquête menée auprès des jeunes néo-aquitains, de faire des préconisations aux élus régionaux afin d'améliorer les possibilités pour les jeunes de se dé-

placer dans la Région, tout en respectant l'environnement. Mais également l'important travail mené pour faire évoluer le guide de programmation des lycées, qui a intégré leurs préconisations en matière d'espaces de vie, d'environnement, et d'accessibilité pour lycéens en situation de handicap. Ou encore la participation active à l'appel à projets participatifs "j'adopte un projet", en matière d'économie sociale et solidaire.

La première promotion du Conseil Régional des Jeunes Nouvelle-Aquitaine a clôturé ses travaux lors de la plénière tenue à Bordeaux les 5 et 6 juillet, en dressant un bilan très positif de son engagement,



tout en émettant des préconisations d'amélioration pour la seconde promotion, qui démarrera en novembre 2024, et se terminera en juillet 2026.

CONTACT PRESSE

Rachid Belhadj

05 57 57 02 75

presse@nouvelle-aquitaine.fr



CENTRE - VAL DE LOIRE

“COP O LYCÉES” AU SERVICE DES LYCÉENS ET DE L'ENVIRONNEMENT



Région
Centre-Val de Loire

La lutte contre le réchauffement climatique, la préservation de notre biodiversité et de nos ressources naturelles sont des enjeux mondiaux à relever collectivement

pour que nous puissions garantir aux générations futures un environnement préservé.

Afin de créer les synergies indispensables à la protection de notre environnement et de dégager les leviers permettant d'agir concrètement pour la protection de notre planète, partout en région Centre-Val de Loire comme au niveau national, une COP “planification écologique” a été lancée par le Gouvernement. Dans ce cadre, à partir de septembre 2024, une consultation citoyenne sera mise en œuvre pour inclure dans cette démarche le plus grand nombre.

Afin de répondre à ces enjeux en y associant la jeunesse, la Région Centre-Val de Loire, en partenariat avec la Préfecture de Région, l'Académie Orléans-Tours et la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt, a donc créé pour cette rentrée scolaire le dispositif “COP O Lycées”.

- “COP O Lycées” propose donc aux lycéens de faire valoir le point de vue des jeunes sur la planification écologique, et également de participer aux actions menées pour tenir les objectifs nationaux de la COP.

- Il répond aux objectifs de l'éducation au développement durable et à la construction du parcours citoyen des élèves.

À cet effet, des ateliers conçus pour l'occasion seront proposés aux équipes pédagogiques pour les mettre en œuvre dans les lycées et poursuivre les objectifs suivants :

- sensibiliser et recueillir la vision et les attentes des lycéens ;
- faire émerger les idées et les conditions pour accélérer le passage à l'action de chacun ;
- faire naître des propositions d'actions collectives débouchant sur des actions locales et dans leurs lycées.

La Région Centre-Val de Loire mobilise ses politiques éducatives pour permettre aux enseignants et aux lycéens de mener des projets en faveur de l'environnement et de notre planète.

CONTACT PRESSE

Kim Hamisultane

kim.hamisultane@centrevaldeloire.fr





Parmi les compétences des Régions liées à la gestion des lycées, la prise en charge globale des infrastructures et des projets éducatifs induit l'inclusion d'un volet sportif important.

Cette responsabilité vise à garantir que les élèves disposent d'un environnement propice à la pratique du sport, contribuant ainsi à leur épanouissement et à leur santé.

Très concrètement, les Régions doivent non seulement investir afin de permettre aux lycées de disposer d'infrastructures adaptées et suffisantes mais elles doivent également contribuer et financer les projets éducatifs et sportifs de ceux-ci. Ces projets contribuent à promouvoir le sport comme un élément clé du bien-être et de l'éducation des jeunes.

L'année 2024, au cours de laquelle la France organise et accueille les Jeux Olympiques et Paralympiques, événement sportif mondial le plus important à l'échelle de la planète, a rendu l'intérêt de cette mission d'autant plus pertinente au sein du débat public.

Au-delà d'une implication déjà importante des Régions de manière générale (accueil et préparation des sportifs de haut niveau dans les CREPS, contribution à l'accueil des délégations sportives internationales, contribution au passage de la flamme olympique), les Régions ont d'ores et déjà intégré la question de l'héritage des JOP dans la construction et la mise à jour de leurs politiques publiques sportives en faveur de la jeunesse au sein des lycées.



GRAND EST

LA RÉGION INSCRIT LES JO DE PARIS DANS LA DURÉE ET MISE SUR LES VALEURS ÉDUCATIVES DU SPORT



La Région Grand Est a souhaité faire des Jeux Olympiques de Paris un sujet non seulement sportif, mais aussi éducatif.

Un Collectif “Lycéens Grand Est 2024”, composé de 50 binômes fille/garçon, issus de 50 lycées, a travaillé avec enthousiasme sur les valeurs de l’olympisme et du sport via un programme éducatif spécial d’une durée de 18 mois, conçu sur mesure par les équipes des sports et jeunesse de la Région.

Ce parcours, destiné à acquérir des compétences pour l’organisation de projets sportifs, découvrir l’univers de l’olympisme, se former aux premiers secours, parler des valeurs éducatives du sport, a connu un franc succès.

Chacun a par ailleurs contribué, accompagné par ses équipes enseignantes, à l’organisation d’un événement ou projet dans son lycée, pour porter le sport et ses valeurs au plus près des jeunes : organisation d’olympiades, volontariat, rencontre avec des athlètes... Point d’orgue de ce parcours : la Région leur a permis d’assister à des épreuves des JO les 6 et 7 août derniers au Stade de France à Paris.

Parmi ces 100 jeunes du Collectif, 4 ont eu l’immense chance d’être désignés comme relayeurs sur le parcours de la Flamme en Grand Est, sur 4 lieux iconiques : la Petite Venise à Colmar, La Maison de Robert Schuman à Scy-Chazelles, les Champs de Bataille de Verdun et la Croix de Lorraine à Colombey-les-Deux-Eglises.

Nos 4 jeunes relayeurs ont apprécié ce moment de partage et de célébration, porteurs d’une

flamme dont la torche a par ailleurs été fabriquée en Grand Est dans les usines d’Arcelor Mittal à Florange (Moselle). [Vidéo des relayeurs](#)

Cette aventure du Collectif ne prend pas fin après les Jeux olympiques et paralympiques de Paris. Dès la rentrée, la Région Grand Est poursuivra son soutien au déploiement d’actions éducatives portant sur les valeurs du sport à destination de l’ensemble des lycéens.

Chaque jeune de 15 à 29 ans sera par ailleurs doté d’une réduction pour s’inscrire et faire du sport en milieu scolaire ou universitaire, via [l’application Jeun’Est](#)

Enfin, un partenariat pluriannuel avec l’Union nationale du Sport Scolaire (UNSS) permettra de développer les actions et projets sportifs et éducatifs dans les lycées.

CONTACT PRESSE

Sandra Rupp-Lang - 06 49 77 96 55
presse@grandest.fr



© Stadler - Région Grand Est



PAYS DE LA LOIRE

APPEL À PROJETS POUR LUTTER CONTRE LA SÉDENTARITÉ CHEZ LES JEUNES



RÉGION
PAYS
DE LA LOIRE

En écho avec l'ambition nationale des "30 minutes d'activité physique quotidienne" - très largement mise en lu-

mière des JOP de Paris - la Région des Pays de la Loire a été la première à décliner l'expérimentation de cette initiative auprès des lycées.

Un appel à projets régional spécifique permet ainsi de développer depuis 2022 des actions concrètes pour lutter contre la sédentarité et faire bouger la jeunesse, la rendre active dans son quotidien : aide à l'achat de mobilier sportif innovant, marquage incitatif (nudge), challenges sportifs interclasses, campagnes d'affichage et de sensibilisation, témoignages de sportifs de haut niveau...

Cette initiative régionale a obtenu le label national "Grande cause nationale", et se déploie en lien avec les autorités académiques et têtes de réseau de l'enseignement privé, auprès de lycées ligériens volontaires. Elle s'inscrit pleinement dans le Projet sportif territorial adopté le 22 septembre 2022, et plus précisément de l'objectif "Favoriser la santé par l'activité physique et sportive à tous les âges de la vie".

La Région souhaite également que l'héritage des Jeux Olympiques soit concrètement visible sur son territoire. C'est pourquoi la prochaine commande d'œuvre d'art dans le cadre du "1% artistique" d'un lycée récemment inauguré par la Région sera symboliquement thématique sur le sport. Pour la première fois, les jeunes et membres de la communauté éducative sont pleinement associés à son élaboration. Tout un symbole, pour un lycée qui porte déjà le nom de Colette le Bret, grande figure locale du sport féminin de haut niveau (cavalière, alpiniste...).

CONTACT PRESSE

Sophie Ferger - 07 72 21 16 97
sophie.ferger@paysdelaloire.fr



1 quai de Grenelle, 75015 Paris
Tel : 01 45 55 82 48 - contact@regions-france.org
www.regions-france.org

Contact presse Violaine Hacke - Tel : 06 28 47 53 55 - vhacke@regions-france.org